

DANGER CACHÉ : LE PROBLÈME DES MUNITIONS NON EXPLOSÉES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

EDITORIAL

La série «Asia Brief» a pour objectif d'informer les acteurs du développement et le public des dernières innovations et résultats de la coopération suisse au développement en Asie. L'accent est mis sur les moyens d'apporter une aide efficace et durable au travers de partenariats entre les organisations suisses et les acteurs locaux. Les enseignements tirés de ces expériences permettront de renforcer notre motivation à lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté en Asie.

Denise Lüthi Crisan & Franziska Freiburghaus, Cheffes de la Division Asie de l'Est

Si le Laos reste l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud-Est, il a connu un essor économique et social important ces dernières années. Le besoin de terres adaptées à l'agriculture et au développement d'industries et d'infrastructures, telles que les routes, les écoles, les hôpitaux et les systèmes d'approvisionnement en eau, est en rapide augmentation. Cependant, une grande partie des terres du Laos n'est pas sûre.

En effet, les quelque 80 millions de munitions non explosées disséminées sur le territoire laotien après les guerres d'Indochine des années 1950–70 constituent un des plus grands obstacles au développement du pays. Aujourd'hui, près de 40 ans après l'arrêt des hostilités, ces munitions non explosées, également appelées UXO, représentent toujours un véritable danger et continuent de tuer et de blesser des civils.

DÉMINER LE PAYS, UNE BOMBE APRÈS L'AUTRE

Depuis 2006, la Suisse a versé 7,8 millions de dollars américains pour l'élimination des munitions non explosées au Laos. Ce financement a permis d'améliorer l'efficacité de l'agence de déminage nationale, de renforcer la coordination et la planification dans le secteur et de sensibiliser le gouvernement national et la communauté internationale au problème.

Pendant des dizaines d'années après la fin de la Guerre secrète, l'élimination des munitions non explosées n'a pas été une priorité. Ce n'est qu'en 1996 que le gouvernement du Laos, en partenariat avec plusieurs organisations d'aide au développement, a mis en place un programme d'élimination des munitions non explosées, fondant une agence nationale à cet effet, UXO Lao.

Depuis, UXO Lao s'est attelée au déminage du territoire, tout en sensibilisant les communautés aux dangers des munitions non explosées. Avec l'aide de la Suisse, UXO Lao a investi dans des équipements plus sophistiqués, tels que des détecteurs et des véhicules, ce qui a permis d'améliorer la productivité et l'efficacité des opérations. Durant la période de 2006 à 2012, UXO a déminé 86% de terres en plus par année, passant de 1500 à 2800 hectares, sans augmentation de personnel. Durant ces sept années, UXO Lao a déminé plus de 19'419 hectares de terrain et détruit près de 509'330 munitions non explosées dans neuf provinces.

La plupart des terres déminées par UXO Lao servent maintenant à l'agriculture, mais l'élimination de ces résidus de guerre a également permis la construction de routes et d'autres infrastructures.



Une technicienne laotienne recherche des résidus non explosés dans la province de Xiang Khuang, Laos.

La priorité est l'élimination des munitions non explosées trouvées à proximité des villages et autres habitations. Les opérations de déminage menées par UXO Lao entre 2006 et 2012 ont changé la vie de près d'un million de personnes.

UN ENVIRONNEMENT SAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'agriculture est la première source de subsistance de 75% de la population lao-tienne. La poussée démographique et la migration des populations des montagnes vers les plaines provoquent une augmentation de la demande de terres arables, qui est exacerbée par les investissements étrangers dans l'agriculture commerciale.

Cela dit, plus de 87'000 km² de territoire, soit plus de deux fois la superficie de la Suisse, sont encore infestés d'UXO. En raison de la présence de ces munitions non explosées, il est impossible, ou très dangereux, d'exploiter les terres pour l'agriculture. Les accidents mortels sont toujours monnaie courante, mais grâce au déminage, leur nombre a baissé de 302 en 2008 à 52 en 2012. Souvent, les victimes sont des paysans qui actionnent accidentellement les bombes en travaillant dans les champs.

Les provinces les plus touchées par ce problème sont également les plus pauvres, car la présence des munitions empêche les paysans de travailler la terre. Ne pouvant recourir à l'agriculture, de nombreuses familles se voient dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins et connaissent des périodes de disette.

La Suisse soutient le développement du Laos et aide le gouvernement à sortir, d'ici à 2020, du groupe des Pays les moins avancés défini par les Nations Unies. La Direction du développement et de la coopération (DDC) finance de nombreux projets visant à améliorer la sécurité humaine, à sauvegarder les ressources naturelles, à encourager la croissance économique durable et à réduire la pauvreté. La Suisse considère que le programme de déminage de Lao UXO est une nécessité et une priorité absolue, étant donné que la réalisation de ces objectifs nécessite d'éliminer toutes les munitions non explosées du pays, afin de créer un environnement sûr et propice au développement.

LA GUERRE SECRÈTE

Le Laos est l'un des pays les plus violemment bombardés de l'Histoire. Durant la Guerre secrète, de 1964 à 1973, 200 millions de tonnes de munitions ont été lâ-

chées sur ce pays, soit plus qu'en Europe pendant la Seconde guerre mondiale.

Tout comme la guerre du Vietnam, la Guerre secrète est née du conflit entre le Nord-Vietnam, communiste, et les Etats-Unis. Désireux d'instaurer le communisme, le Nord Vietnam et le Pathet Lao étaient opposés aux Etats-Unis, à la Thaïlande et au gouvernement royal du Laos. Pendant cette période de neuf ans, le Laos a connu des affrontements au sol, entre les forces de la guérilla entraînées par les Etats-Unis et l'armée nord-vietnamienne, ainsi que d'importants bombardements.

Ainsi, des bombes à fragmentation, des bombes chimiques et des armes à sous-munitions ont été lâchées sur le pays. Ces dernières explosent au dessus du sol en libérant des petits projectiles explosifs, appelés « bombettes », sur de grandes étendues de territoire. En tout, 270 millions de « bombettes » ont été lâchées sur le territoire laotien. Près de 30% d'entre elles, soit 80 millions, n'ont pas explosé. La plupart des ces « bombettes » non explosées infestent toujours le sol laotien et constituent une menace sérieuse pour les populations qui y vivent.



Des munitions non explosées

PRÉVENIR LES ACCIDENTS ET SAUVER LES VIES HUMAINES

Plus de 50% des accidents avec des munitions non explosées touchent des enfants. Quatre-vingts millions de ces « bombettes » aux couleurs vives, de la taille d'une balle de tennis, formellement appelées BLU-26, n'ont pas explosé. De nombreux accidents tragiques se produisent parce que des enfants prennent les « bombettes » colorées pour des jouets. Il arrive aussi que des accidents adviennent quand des enfants les ramassent en connaissance de cause, afin de vendre les fragments de métal pour assurer un petit revenu à leur famille. Depuis le début de la guerre, en 1964, plus de 50'000 Laotiens ont été blessés ou tués dans des accidents causés par ces munitions non explosées, et plus de 20'000 de ces accidents ont eu lieu après la fin des hostilités.

Aujourd'hui, UXO Lao, en plus de ses opérations de déminage, mène des activités de sensibilisation des communautés, afin que les villageois apprennent comment prévenir les accidents. Les cours de sensibilisation aux risques des mines, durant lesquels les élèves apprennent à ne jamais toucher les objets bizarres qu'ils peuvent trouver par terre, sont un élément essentiel du programme des écoles primaires dans l'ensemble du pays. Depuis le début des opérations, UXO Lao a sensibilisé plus de 2,4 millions de personnes dans plus de 9600 villages touchés par le problème des munitions non explosées.



UNE PLANIFICATION ET UNE COORDINATION AMÉLIORÉES

Lors de sa création en 1996, UXO Lao s'est vu confier deux missions : mettre en œuvre les opérations d'élimination des munitions non explosées et coordonner les efforts au niveau national. Après une évaluation du secteur en 2003, le gouvernement du Laos a formulé le premier plan stratégique national pour l'élimination des munitions non explosées. Le plan prévoyait la mise en place d'un corps institutionnel séparé consacré entièrement à la supervision de ce travail.

Ainsi, la National Regulatory Authority on UXO/Mine Action Sector (NRA) a été fondée en 2006 avec le soutien de la Suisse. Cet organe interministériel a amélioré la planification, la coordination, la réglementation et le suivi des opérations d'élimination des munitions non explosées et constitue une plate-forme très attendue facilitant la collaboration entre les démineurs, les donateurs et les représentants du gouvernement. Le conseil d'administration de la NRA rassemble des représentants de neuf ministères laotiens. Ceux-ci veillent à ce que les priorités du secteur de déminage correspondent aux stratégies nationales de développement, et ils ont facilité la révision du plan national de déminage, l'UXO Sector Strategic Plan 2010-2020.

De plus, l'Information Management System for Mine Action (IMSMA), une banque de données en ligne créée par la NRA, a également fortement contribué à améliorer l'efficacité du déminage. L'IMSMA rassemble des informations précieuses, telles que des données d'archives sur les bombardements ou des statistiques des accidents. Autrefois, les informations sur les niveaux de contamination et l'avancement du déminage étaient disséminées dans différentes agences, si bien que le gouvernement et les donateurs pouvaient difficilement se faire une vue d'ensemble de l'ampleur des progrès et des zones décontaminées. Aujourd'hui, la banque de données en ligne, qui a été créée avec le soutien du Centre international de déminage humanitaire à Genève et du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, permet à la NRA de rassembler des informations exactes sur la présence et l'élimination des munitions non explosées sur le territoire national.

Enfin, la création de la NRA n'a pas seulement permis d'améliorer le contrôle de qualité, la coordination et la planification des activités de déminage, mais également d'impliquer davantage le gouvernement. L'élimination des munitions non explosées est un enjeu national, qui nécessitera un travail acharné et une attention soutenue pour de nombreuses années.

LA GESTION DU PROBLÈME DES MUNITIONS NON EXPLOSÉES

Pendant les décennies qui ont suivi la Guerre secrète, le problème a été pratiquement ignoré. Mais ces dernières années, la question des munitions non explosées a fait l'objet d'une plus grande attention du gouvernement et de la communauté internationale. La prise en charge de ce problème au niveau national, à travers la création de la NRA, est essentielle pour pérenniser les efforts en vue d'éliminer ces résidus de guerre. Etant donné l'ampleur du problème, le soutien de donateurs étrangers sera encore nécessaire.

C'est également grâce au soutien de la NRA que le Laos a ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM). Le gouvernement du Laos a participé activement au processus d'Oslo, le mouvement international pour l'interdiction des armes à sous-munitions. La convention internationale interdit l'emploi, le stockage et le transfert des armes à sous-munitions. Le Laos, l'un des pays qui abrite le plus de munitions non explosées au monde, a sensibilisé la communauté internationale à sa douloureuse expérience et attiré l'attention sur les tragédies que ces résidus de guerre provoquent encore aujourd'hui au sein de sa population. La convention est entrée en vigueur le 1er août 2010 et le Laos a été le deuxième pays à la signer. Cette décision importante devrait permettre, à l'avenir, de prévenir la contamination d'autres pays par ces engins explosifs.

PERSPECTIVES D'AVENIR

A l'avenir, le principal défi du déminage du pays sera l'ampleur de la tâche. Depuis le début des opérations en 1996, UXO Lao a déminé près de 26'639 hectares de terrain gravement contaminés, soit

0,28% de l'ensemble du territoire infesté. Ce travail a pris seize ans et a coûté plus de 75 millions de dollars américains, en grande partie fournis par des donateurs internationaux.

« Nous savons que nous ne pouvons pas répondre à tous les besoins en matière de déminage. Rien que dans cette province, des communautés nous demandent de déminer 5000 hectares chaque année, et nos ressources ne nous permettent que d'en déminer 500 », explique M. Kingphet Phimmavong, coordinateur d'UXO Lao pour la province de Xieng Khuang.

Actuellement, UXO Lao n'emploie qu'un peu plus de 1100 personnes pour ses opérations de déminage. Les démineurs travaillent en équipe et ont différentes responsabilités, telles que l'examen des terrains contaminés avant le déminage, la réponse aux besoins urgents en matière de déminage, l'exécution du déminage prévu dans la stratégie, et l'organisation

d'activités de sensibilisation des communautés concernées. Le travail dangereux effectué par UXO Lao, qui doit être confié à des professionnels qualifiés, nécessite du temps et des ressources financières.

Les munitions non explosées déversées pendant la Guerre secrète infestent toujours le territoire du Laos, mettant en danger des vies et privant la population de ses moyens de subsistance. Si le gouvernement est bien conscient de l'importance du déminage pour l'agriculture et le développement, il peine à rassembler les ressources nécessaires pour ce faire. L'ironie est que le problème des munitions non explosées constitue justement le plus grand obstacle au développement de l'économie nationale, qui permettrait de financer le déminage. Il est nécessaire de continuer à soutenir le programme de déminage national, pour que le pays puisse avoir une chance d'éradiquer la pauvreté et de garantir la sécurité de sa population.

LA COOPÉRATION SUISSE DANS LA RÉGION DU MÉKONG

La coopération suisse dans la région du Mékong est assurée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

L'action de la coopération suisse au développement dans la région du Mékong a pour but de réduire la pauvreté, de soutenir le développement équitable et durable, de favoriser la gouvernance démocratique, d'améliorer l'agriculture et la sécurité alimentaire et de développer la formation professionnelle dans la région.

La DDC intervient depuis la fin des années 1960 dans la région du Mékong, qui est devenue prioritaire en 1995. Chaque année, la DDC y investit près de 42 millions de francs.



Liens :

DDC : www.sdc.admin.ch/fr/Accueil

DDC Mekong : www.swiss-cooperation.admin.ch/mekong/

A PROPOS DE LA PRÉSENTE PUBLICATION

Editée par la Direction du développement et de la coopération DDC, Section Asie de l'Est, Freiburgstrasse 130, CH 3003 Berne

Photos: DDC

Des exemplaires peuvent être commandés à l'adresse : eastasia@eda.admin.ch, ou téléchargés sous www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Documentation/Briefing_Papers/Asia_Brief